Avec l'intelligence artificielle, moins de travail ou davantage de « bullshit jobs » ?

Depuis 1950, la richesse moyenne par habitant en France a été multipliée par 6,1 tandis que le temps de travail par habitant n'a été divisé que par 1,63. On le voit clairement : les innovations technologiques du XX^{e} siècle et du début du XXI^{e} ont davantage servi à enrichir les individus plutôt qu'à réduire leur temps de travail. Or, avec l'intelligence artificielle, nous sommes aux prémices d'un nouveau bouleversement technologique. Doit-on poursuivre cette stratégie productiviste ou saisir l'occasion de partager les gains de productivité pour libérer du temps ?

Le débat public reste prisonnier d'une alternative trop étroite. D'un côté, certains prédisent des destructions d'emplois, présentées comme une catastrophe. De l'autre, on nous rassure avec la vieille promesse schumpétérienne : les emplois détruits seront remplacés par de nouveaux métiers. Dans les deux cas, une même évidence est oubliée : si l'IA permet réellement d'accomplir certaines tâches jusqu'ici réalisées par les humains, pourquoi ne pas en profiter pour travailler moins ?

Cet impensé n'est pas seulement culturel. Il est aussi budgétaire et politique. Dans un pays où la protection sociale représente près d'un tiers du PIB, où les scénarios de financement des retraites, de la santé ou de la dépendance reposent sur des hypothèses de croissance, tout ralentissement de la production apparaît comme une menace. Nous avons construit un modèle social profondément dépendant de la croissance de la masse salariale et du PIB. Dès lors, la technologie n'est presque jamais pensée comme un moyen de réduire le travail, mais comme un levier pour maximiser la production.

C'est là que l'avertissement de David Graeber mérite d'être relu. Dans *Bullshit Jobs*, il soutenait qu'une partie croissante des emplois contemporains ne répond pas à un besoin social réel, mais à une logique de contrôle, de prestige hiérarchique ou de pure occupation des individus. On peut discuter l'ampleur exacte du phénomène. Mais l'intuition reste puissante : faute d'oser partager le travail et le temps libéré, nos sociétés inventent souvent des tâches de surveillance, de reporting, de validation ou de coordination dont même ceux qui les exécutent peinent à voir l'utilité.

Et l'IA pourrait aggraver cette dérive. On voit déjà se dessiner des emplois où la machine produit et l'humain vérifie, corrige à la marge, reformate, certifie ou couvre juridiquement la décision. Demain, combien de salariés passeront leurs journées à relire et valider des productions de l'IA pour prouver qu'un "humain est resté dans la boucle" ? Loin de supprimer le travail absurde, l'IA peut aussi le reconfigurer ou simplement libérer du temps que viendrait combler la création de nouveaux métiers bureaucratiques sans grande utilité sociale.

Une autre voie existe pourtant : convertir une part des gains de productivité en baisse du temps de travail, et organiser cette baisse de manière à mieux répartir l'emploi. Il ne s'agit alors pas seulement de mettre en œuvre une IA pro-travailleur, mais aussi plus fondamentalement de changer nos normes sociales et nos institutions pour permettre un véritable partage du travail et la réorientation partielle du temps libéré vers les métiers essentiels où les besoins humains

restent considérables mais où les gains de productivité sont plus difficiles à obtenir : ceux du soin et de la dépendance, et ceux de la transition écologique notamment.

Thomas Breda, Professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, Directeur de recherche au CNRS et économiste à l'Institut des politiques publiques.